



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

ROSE-ROTH

RAPPORT SUR LE 98^E SÉMINAIRE ROSE-ROTH

INTÉGRATION
EURO-ATLANTIQUE DES
BALKANS OCCIDENTAUX :
RENFORCER LE PROJET DE
PAIX EUROPÉEN

SKOPJE, EX-RÉPUBLIQUE
YUGOSLAVE DE MACÉDOINE*

27–29 juin 2018

225 SEM 18 F | Original : anglais | 26 octobre 2018

Ce rapport de séminaire est présenté à titre informatif et ne représente pas nécessairement le point de vue officiel de l'Assemblée. Il a été établi par Andrius Avizius, directeur de la commission sur la dimension civile de la sécurité.

INTRODUCTION

1. L'Assemblée parlementaire de l'OTAN a tenu son 98^e séminaire Rose-Roth à Skopje du 27 au 29 juin 2018, soit moins de deux semaines après l'accord historique entre les premiers ministres Alexis Tsipras et Zoran Zaev sur la question du nom de l'ex-République yougoslave de Macédoine*.
2. Les parlementaires occidentaux ont ressenti un optimisme palpable dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, après des années de désespérant statu quo concernant l'intégration européenne et euro-atlantique du pays. Zoran Zaev, premier ministre, Talat Xhaferi, président de l'Assemblée, et d'autres hauts responsables gouvernementaux ont signalé les importantes avancées réalisées par leur pays depuis quelques années, tant au niveau national – développement des institutions démocratiques, indépendance de la justice et des médias, État de droit et cohésion interethnique – qu'au niveau international – signature d'accords historiques avec la Bulgarie et avec la Grèce.
3. Au cours des trois jours de séminaire, des experts et diplomates locaux ou étrangers, ainsi que des représentants du gouvernement, ont traité des réformes en cours dans tous les secteurs de l'État. Les participants se sont aussi penchés sur d'autres sujets importants pour les Balkans occidentaux, tels que l'état des relations interethniques, le rôle de la désinformation et des informations erronées dans le discours public, la crise migratoire et la route des Balkans.
4. Cette manifestation était organisée avec le généreux soutien de la Confédération suisse ainsi que du Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF, Genève). Elle réunissait environ 120 participants. Les séminaires Rose-Roth ont pour principal objectif de faciliter le dialogue sur les questions de sécurité régionale entre parlementaires des pays membres et partenaires de l'OTAN.

I. ACCORD SKOPJE-ATHÈNES – UN NOUVEL ÉLAN VERS L'INTÉGRATION DES BALKANS OCCIDENTAUX DANS L'OTAN ET DANS L'UE

5. **Zoran Zaev**, premier ministre, a déclaré aux parlementaires de l'OTAN que pour son gouvernement, la récente décision adoptée par le Conseil européen de lancer des discussions sur l'intégration dans l'UE en juin 2019, sous réserve que les réformes se poursuivent, représente une victoire importante pour le pays. Il a en outre formulé l'espoir que les dirigeants de l'Alliance décideront d'entamer eux aussi des négociations en vue de l'intégration du pays lors du sommet de l'OTAN à Bruxelles, les 11 et 12 juillet.
6. **Ilija Dimovski**, chef de la délégation de l'Assemblée de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'AP-OTAN, qui représente la minorité au sein de son parlement, a signalé l'existence d'un vaste consensus dans son pays en faveur de l'adhésion à l'UE et à l'OTAN. Il a ajouté que son pays contribuait d'ores et déjà à la sécurité de l'Alliance en participant activement à des missions conduites par l'OTAN.
7. **Talat Xhaferi**, président de l'Assemblée de l'ex-République yougoslave de Macédoine, a souligné l'importance de la dimension parlementaire d'une intégration euro-atlantique des Balkans occidentaux, en saluant le rôle du séminaire Rose-Roth. Il a constaté ces dernières années diverses évolutions favorables dans cette région, en particulier l'adhésion du Monténégro à l'OTAN, le dialogue permanent entre Belgrade et Pristina et les accords signés par Skopje avec la Bulgarie et avec la Grèce. Il s'est dit convaincu que l'accord avec Athènes

* La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel.

sur le nom allait se traduire rapidement dans les faits, permettant ainsi au pays de devenir le 30^e membre de l'OTAN au début de 2019. Il a également indiqué que plus de 70 % de la population était favorable à l'entrée dans l'OTAN.

8. **Paolo Alli**, président de l'AP-OTAN, a salué l'accord historique signé moins de deux semaines auparavant, preuve qu'une diplomatie diligente est à même de surmonter les différends les plus épineux. Cet accord pourrait servir d'exemple aux Balkans occidentaux, ainsi qu'à des régions plus éloignées. Selon Paolo Alli, en ces temps incertains, cet exemple est particulièrement bienvenu. Le président de l'AP-OTAN a aussi fait l'éloge du pays hôte, qui reconstruit une culture du compromis, tellement essentielle aux démocraties, et qui renforce son image de partenaire sérieux pour l'OTAN et pour l'UE. « Quand je m'exprimerai devant les dirigeants de l'Alliance lors du sommet, je soutiendrai votre intégration en tant que 30^e membre de l'OTAN », a-t-il déclaré. Pour ce qui concerne l'UE, il s'est dit conscient qu'une grande partie de la population de l'ex-République yougoslave de Macédoine souhaitait le lancement immédiat des discussions en vue de l'entrée dans l'Union. Cependant, il considère que la récente décision du Conseil européen représente déjà pour le pays un énorme accomplissement.

9. Selon le principal intervenant du séminaire, **James W. Pardew**, ex-envoyé spécial des États-Unis dans les Balkans et ancien secrétaire général adjoint délégué de l'OTAN pour les opérations, l'histoire montre la négligence de l'Occident envers les Balkans en situation de grave péril. « Les États-Unis et l'Europe, qui ont tant investi dans cette région, doivent continuer à s'y engager pleinement et à renforcer l'adhésion des pays balkaniques à l'Alliance », a-t-il déclaré.

10. M. Pardew s'est joint aux éloges du président Alli à propos de l'accord Skopje-Athènes. « Les dirigeants d'un pays ont rarement l'occasion historique d'apporter un changement de cap à leur nation et leur région. En aboutissant à cet accord, les premiers ministres Zaev et Tsipras ont fait la preuve d'une détermination décisive ». Il a observé que le nouveau nom choisi, République de Macédoine du Nord, « sonne bien et reflète la réalité de ce pays historique et important ».

11. M. Pardew a rappelé l'historique de l'engagement de l'OTAN dans les Balkans, en soulignant qu'il avait transformé cette région du monde. Cet engagement a aussi apporté de très importants changements à l'OTAN qui, d'une institution vouée à la sécurité dans le contexte de la guerre froide, est devenue une alliance moderne, apte à développer ses partenariats et à faire face, en dehors de l'Europe centrale, à des dangers menaçant ses membres.

12. Pour M. Pardew, les valeurs démocratiques sont le fondement du processus qui a abouti à la paix dans les Balkans. Selon lui, ces valeurs : État de droit, liberté individuelle, liberté d'expression, liberté et indépendance de la presse, égalité des droits, devraient rester au premier plan des politiques étatsuniennes et européennes en matière de sécurité extérieure et intérieure.

13. En ce qui concerne la Russie, l'intervenant principal a rappelé son expérience en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, où il a été témoin direct des puissants effets de l'engagement positif de la Russie aux côtés des États-Unis et des pays européens. Malheureusement, la Russie a choisi la voie de la confrontation avec l'Ouest. Pour M. Pardew, les agressions militaires russes ont suscité des réactions plus effectives que la stratégie politique internationale de Vladimir Poutine, qui rencontre un certain succès aux États-Unis et en Europe. Il en a appelé à une forte volonté internationale pour défendre la démocratie, face à cette nouvelle forme d'agression politique par Moscou.

14. **Bekim Maksuti**, vice-ministre de la défense de l'ex-République yougoslave de Macédoine, a informé les participants que celle-ci consacrait actuellement 1,1 % de son PIB à sa défense mais qu'elle avait prévu d'augmenter cette part de 0,2 point par an, avec pour objectif d'atteindre 2 %. Son pays va investir dans la modernisation de ses forces armées. Environ 7 800 soldats de l'ex-République yougoslave de Macédoine ont jusqu'à présent pris part à des missions internationales (y compris sous l'égide de l'OTAN). Et il est prévu que le pays accroisse sa participation à la mission *Resolute Support*.

15. **Stevo Pendarovski**, coordinateur national pour l'adhésion à l'OTAN, a rappelé aux participants que son pays détient un record de longueur à la porte de l'Alliance : en effet, celui-ci en est à son 19^e cycle du plan d'action pour l'adhésion (MAP). Il a souligné que ses concitoyens soutenaient massivement l'entrée dans l'Organisation, notamment parce qu'ils se souviennent de l'aide cruciale apportée par l'OTAN pendant et après la crise de 2001. À l'heure actuelle, le pays fait face à un danger d'une autre nature, celui de la cyberpiraterie et de la désinformation, entre autres. Il a rappelé que certains des trolls et diffuseurs de fausses informations qui ont tenté d'influencer les élections étatsuniennes de 2016 agissaient depuis l'ex-République yougoslave de Macédoine. Il s'est dit convaincu que l'association de son pays avec l'OTAN est indispensable pour lutter contre ce nouveau type de risques.

16. **Danijela Barisic**, ambassadrice de Croatie, représentant l'ambassade point de contact de l'OTAN à Skopje, a souligné combien il importe que la population soit favorable à l'adhésion à l'Alliance. Pour elle, il faut un vrai talent politique et une communication incessante du pouvoir avec sa population pour obtenir un tel soutien.

17. **Ismet Ramadani**, président du Conseil euro-atlantique à Skopje, s'est dit convaincu que l'accord sur le nom conclu avec la Grèce n'entame en rien l'identité du peuple de l'ex-République yougoslave de Macédoine. Il a déclaré qu'aucun autre choix que l'entrée dans l'OTAN et dans l'UE n'était envisageable pour son pays. Adhérer à l'une et l'autre de ces organisations, c'est suivre la voie de la sécurité, de la démocratie et du développement économique.

18. Le directeur pour les relations bilatérales au ministère des affaires étrangères de l'ex-République yougoslave de Macédoine, **Goran Stevchevski**, a observé que depuis des années, son pays et la Grèce entretiennent d'excellents contacts interpersonnels. Le courage des dirigeants politiques, à Skopje et à Athènes, a rendu possible un tournant décisif. En plus de la Grèce, il a ajouté que son pays s'employait à améliorer aussi ses rapports avec ses autres voisins. Il a notamment évoqué l'accord historique signé avec la Bulgarie. Ces efforts ont permis que celle-ci et la Grèce soient les meilleures défenseuses de Skopje lors de récentes réunions de l'UE. De nouvelles coopérations se sont établies avec l'Albanie et le Kosovo. Traditionnellement, les rapports ont toujours été excellents avec la Serbie, a déclaré M. Stevchevski. En outre, l'ex-République yougoslave de Macédoine participe activement à des actions au niveau régional, notamment en accueillant un sommet sur l'interconnectivité.

19. **Daniela Boudinova**, cheffe adjointe de la mission bulgare à Skopje, a déclaré que l'ex-République yougoslave de Macédoine devait poursuivre d'ambitieuses réformes. Cependant, celles-ci ne seront pas suffisantes, selon elle, car il faudra dans le même temps parer aux influences externes qui visent à faire capoter le processus d'intégration.

20. **Dusanka Divjak-Tomic**, ambassadrice de la République de Serbie à Skopje, s'est montrée moins enthousiaste quant à la situation dans les Balkans occidentaux. Selon elle, certains tentent encore d'imposer leurs intérêts au détriment d'autres pays. En particulier, elle a signalé les appels ouverts en faveur d'une « Grande Albanie » qui, à son avis, compromettent la stabilité de la région. Elle a aussi déclaré que les accusations à l'encontre de la République *Srpska* de Bosnie-Herzégovine n'aident pas, et elle a confirmé le respect par la Serbie des accords de Dayton. Elle a en outre réitéré le refus par Belgrade de reconnaître

la déclaration unilatérale d'indépendance par les autorités de Pristina. L'ambassadrice a conclu en déclarant que la Serbie n'a pas d'intentions cachées dans la région, et que l'avenir des Balkans occidentaux réside dans une intégration totale au sein de l'UE.

21. **Ylber Hysa**, ambassadeur de la République du Kosovo à Skopje, a dit que le gouvernement de Pristina tout comme la population du Kosovo voient dans l'OTAN le fondement de la sécurité dans les Balkans occidentaux. L'adhésion à l'OTAN demeure pour son pays une priorité. Pristina tient aussi à poursuivre le dialogue avec la Serbie et à renforcer la société pluriethnique qui caractérise le Kosovo. M. Hysa a formulé l'espoir que l'accord sur le nom signé entre Skopje et Athènes produira un élan vers une normalisation entre Pristina et Belgrade. L'ambassadeur a également cité une série d'importants programmes de coopération pratique dans la région, auxquels son pays participe.

22. **Fatos Reka**, ambassadeur de la République d'Albanie à Skopje, a salué la réussite de l'engagement de l'OTAN dans les Balkans. Pour lui, l'Alliance doit poursuivre son action afin de contrebalancer celle d'une tierce partie, qui tente de faire échouer l'intégration euro-atlantique de la région. Il a salué l'accord Skopje-Athènes sur le nom, tout en observant que des progrès étaient encore à réaliser pour instaurer dans le pays une véritable société pluriethnique.

23. **Dimitris Yannakakis**, ambassadeur de Grèce à Skopje, a informé le séminaire qu'après la signature de l'accord sur le nom, la Grèce a d'ores et déjà fait savoir au secrétaire général de l'OTAN qu'elle soutient l'invitation faite à Skopje de rejoindre l'Alliance. M. Yannakakis a précisé que son pays accorde ce soutien sous réserve du résultat du référendum et de l'adoption des amendements constitutionnels correspondants par l'ex-République yougoslave de Macédoine. Le gouvernement grec est convaincu que les conditions sont désormais réunies pour que soit dépassée la période des difficultés et pour que les deux pays nouent des relations étroites et solides. Il a remarqué que l'accord contenait en outre une section sur une coopération renforcée dans divers domaines tels que l'économie, l'éducation, la culture, la technologie, la protection civile et la défense, entre autres.

24. Le vice-ministre des affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine, **Josip Brkic**, a fait observer que son pays a atteint la limite pour l'enregistrement des biens immobiliers de l'armée, c'est-à-dire la condition requise pour l'activation du plan d'action pour l'adhésion de l'OTAN. Il a appelé les pays membres à reconnaître les progrès réalisés et à activer le MAP lors du sommet de l'OTAN en juillet, car pour lui, le lancement du plan inciterait fortement à de nouvelles réformes dans le pays.

25. **Judy Dempsey**, chercheuse associée non-résidente chez Carnegie Europe et rédactrice en chef de *Strategic Europe*, a tenu à souligner que les organisations européenne et euro-atlantique connaissent elles-mêmes des transformations. Au sein de l'OTAN, le lien transatlantique est actuellement compromis par des différends d'ordre commercial. Quant à l'UE elle traverse selon Mme Dempsey une crise très grave et très dangereuse. On assiste à une montée de l'euro-scepticisme. Les États membres ont des divergences de vues sur les sujets les plus divers et en particulier sur les migrations. Mme Dempsey a enjoint les responsables politiques européens de « balayer devant leur porte », en trouvant des positions communes en matière d'asile, de budget et d'autres domaines. Elle a ajouté que les Balkans occidentaux sont aux portes de l'UE et que si l'Union a des ambitions au niveau mondial, elle doit démontrer sa capacité à assurer la stabilité et le développement dans cette région.

II. RÉFORMES EN COURS

26. Talat Xhaferi, président de l'Assemblée de l'ex-République yougoslave de Macédoine, a déclaré que l'OTAN n'est pas qu'une simple organisation militaire et que l'adhésion à ce

cercle implique d'adhérer aussi aux principes de démocratie, de droits humains, de liberté des médias et d'État de droit.

27. **Renata Deskoska**, ministre de la justice de l'ex-République yougoslave de Macédoine, a dit son pays conscient que la nouvelle stratégie de l'UE pour les Balkans mettait l'accent sur l'État de droit, sur l'indépendance de la justice ainsi que sur la lutte contre la corruption et la criminalité organisée. Malheureusement, a-t-elle ajouté, depuis quelques années, les bons résultats du pays en la matière se sont ternis. Le nouveau gouvernement s'emploie à redresser la situation et à faire en sorte que le peuple retrouve confiance dans les institutions nationales, tout en protégeant les droits et les libertés des citoyens. Les réformes visent à améliorer l'efficacité et l'indépendance de la justice et du ministère public, en imposant les normes européennes en la matière. Le pays est en train d'harmoniser sa base juridique avec l'acquis communautaire selon les recommandations de la commission de Venise, ainsi que du groupe d'États contre la corruption (GRECO).

28. Selon la ministre, le gouvernement a aussi lancé une intransigeante campagne de lutte anticorruption, avec la création d'une structure transversale chargée d'élaborer les règles de transparence les plus strictes. Il va renforcer la commission nationale anticorruption, améliorer le cadre législatif et redoubler d'efforts pour sensibiliser le public et pour favoriser l'intolérance à la corruption.

29. En conclusion, Mme Deskoska a déclaré que l'ère du pouvoir paternaliste était révolue dans son pays et que le peuple de l'ex-République yougoslave de Macédoine méritait une démocratie à part entière. Elle a exprimé la détermination de son gouvernement à mettre en œuvre les réformes, tout en admettant que certaines réglementations – en particulier lorsque la majorité des deux tiers de l'Assemblée est requise – risquent d'être difficiles à adopter.

30. **Erwan Fouéré**, chercheur associé au Centre d'études de politiques européennes, a fait ce constat que les avancées réalisées pour renforcer l'État de droit et réformer l'administration publique sont beaucoup trop lentes, tandis que des problèmes graves et systémiques subsistent. Pour lui, les institutions européennes vis-à-vis de la région manquent depuis des années de cohérence et de continuité. Elles placent la stabilité avant l'État de droit et avant le fonctionnement des institutions démocratiques. Il en résulte qu'il leur est arrivé de fermer les yeux sur l'autoritarisme croissant dans certains pays.

31. D'un autre côté, il arrive souvent que les pays eux-mêmes s'engagent insuffisamment dans le programme de réformes, car des intérêts partisans prennent le pas sur le dialogue politique et sur la recherche du consensus. Dans de nombreux pays de la région, l'administration publique est profondément politisée. Les organisations de la société civile et les médias qui se montrent critiques envers les classes dirigeantes font souvent l'objet d'intimidation et de harcèlement de la part de ces mêmes élites, alors qu'ils sont pour beaucoup dans la responsabilisation du gouvernement, selon M. Fouéré.

32. M. Fouéré a enjoint l'UE, lorsqu'elle évalue les réformes entreprises dans les pays des Balkans occidentaux, de veiller davantage à la qualité des lois et à leur effective application. L'UE devrait en outre renforcer ses missions de conseil et fournir une aide plus importante aux acteurs de la société civile dans la région.

33. M. Fouéré en a appelé aux pays des Balkans occidentaux à faire preuve de bien plus de détermination dans la création d'institutions solides et indépendantes d'influences politiques. Cela demande de la part des élites gouvernantes et des partis politiques beaucoup plus d'efforts dans le sens d'un dialogue politique et d'un consensus. Il faut également développer de manière plus active un modèle de gouvernance inclusif, qui garantisse l'implication des acteurs de la société civile, au niveau local et national, à toutes les étapes de l'élaboration de politiques publiques et de la prise de décisions. Il a salué l'action du nouveau

gouvernement de Skopje à cet égard, ses efforts impressionnants et bienvenus pouvant selon lui servir de modèle à d'autres pays.

34. **Marija Risteska**, présidente du Centre pour la recherche et l'élaboration des politiques, a trouvé que la décision du Conseil européen de poser des réserves aux discussions concernant l'adhésion, plutôt que d'entamer immédiatement celles-ci, était la plus opportune. Pour elle, il s'agit là du plus sûr moyen d'obtenir une véritable mise en application des réformes. Le pays a besoin de temps pour retrouver les capacités administratives qu'il a perdues ces dernières années, les fonctionnaires les plus compétents ayant fait le choix de quitter le service public.

35. Selon elle, au cours de ces années, le pays a régressé vis-à-vis de la démocratie et de l'État de droit. Les politiciens n'avaient plus à rendre de comptes, les procédures démocratiques n'étaient pas respectées. Pour renverser cette tendance, il fallait que soient réunis un leadership politique et un engagement de la société civile.

36. Mme Risteska a déclaré que le pays plongeait toujours dans la corruption. L'an dernier, a-t-elle indiqué, plus de 90 % de la population était directement concernés par ce phénomène. C'est le résultat de processus pernicieux qui ont prédominé dans le pays depuis des années. Pour elle, le gouvernement, la société civile et le monde de l'entreprise devraient œuvrer ensemble pour identifier les vrais problèmes du peuple.

37. **Lukas Holub**, directeur de la section politique et information à la délégation de l'UE à Skopje, a présenté le point de vue de l'UE sur le train de réformes mené en ex-République yougoslave de Macédoine. Il a observé que le pays a ces dernières années traversé une profonde crise politique et qu'il a régressé dans son processus d'entrée dans l'UE. Cependant, les États membres de l'UE reconnaissent qu'aujourd'hui, la politique et la société du pays sont en plein changement et qu'il y règne un esprit renouvelé d'espoir et d'ouverture. Le gouvernement met en place des mesures pour remédier au phénomène de mainmise privée sur l'État, renforcer la démocratie et restaurer l'État de droit ainsi que la confiance envers les institutions. La plus remarquable de ces mesures est l'adoption d'une réforme judiciaire crédible, en cours de mise en œuvre. Le climat devient également plus favorable à la liberté des médias. M. Holub a observé que ces importants changements sont également à mettre au crédit de l'opposition. Pour lui, les trois pouvoirs de l'État ont du travail devant eux. Il faut poursuivre les réformes, en particulier pour aboutir à l'État de droit.

38. **Sybille Suter Tejada**, ambassadrice de Suisse auprès de l'ex-République yougoslave de Macédoine, a souligné le soutien de son pays aux actions menées par le gouvernement macédonien, visant à renforcer la gouvernance et la responsabilité dans le **secteur de la sécurité et du renseignement** – démarche mise en œuvre par le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées.

39. **Marc Remillard**, chargé de programme à la division de l'Europe du Sud-Est du DCAF, a dit que le pouvoir d'attraction de l'intégration euro-atlantique avait été le principal moteur des réformes en Europe du Sud-Est depuis la fin du communisme. Le secteur de la sécurité s'est transformé dans chaque pays de la région. Il n'est plus centré sur l'État, mais sur un nouveau paradigme, celui de la sécurité des personnes. Pour M. Remillard, les pays des Balkans occidentaux sont dotés de systèmes très développés de supervision démocratique, au point que leurs lois et leurs institutions sont souvent plus avancées que celles de certains pays d'Europe de l'Ouest.

40. Cependant, il a souligné que si les critères formels de démocratie et de bonne gouvernance du secteur de la sécurité sont tous en place, il n'en reste pas moins difficile de transformer ces normes et principes en pratiques effectives et en comportements quotidiens. Pour lui, le passé récent de l'ex-République yougoslave de Macédoine illustre les

conséquences alarmantes de pratiques limitées ou inexistantes en matière de supervision régulière et efficace du secteur de la sécurité.

41. L'intervenant a expliqué en détail comment le DCAF œuvre avec différents parlements nationaux de la région, en les aidant à développer leurs capacités, leurs ressources humaines, leur organisation et leurs procédures, ainsi que leur cadre législatif.

42. **Dragan Lozancic**, expert, a évoqué les aspects de la réforme du secteur du renseignement dans le contexte de l'élargissement euro-atlantique. Pour lui, contrairement aux ministères de la défense, les secteurs du renseignement dans les Balkans occidentaux ont souvent été inaccessibles aux conseillers internationaux. C'est pourquoi la réforme du secteur du renseignement a été beaucoup moins transparente. Pendant des années, l'action de l'OTAN dans les secteurs du renseignement dans les pays des Balkans occidentaux s'est limitée à les aider à protéger les informations échangées. On considérait souvent que les services de renseignement n'avaient pas réussi à changer de mentalité en s'adaptant aux nouvelles réalités post-communistes, qu'ils disposaient d'un pouvoir excessif et qu'ils n'étaient pas correctement supervisés. La perception que l'on a des services de sécurité dans les Balkans occidentaux demeure elle aussi généralement négative.

43. Cependant, M. Lozancic a trouvé que la situation changeait peu à peu et que les services de sécurité de la région participaient de plus en plus à la coopération internationale. La réforme du secteur du renseignement occupe désormais une place plus importante à l'ordre du jour de l'intégration euro-atlantique, en particulier pour ce qui concerne l'entrée dans l'UE. Pour M. Lozancic, les services de sécurité des Balkans occidentaux doivent accélérer leur transformation car ils devraient jouer un rôle de plus en plus important dans des environnements en évolution et dans un contexte d'augmentation des menaces asymétriques. La réforme du secteur du renseignement dans les Balkans occidentaux devrait s'axer principalement sur l'accroissement des capacités et des services et sur leur adaptation aux principes d'une société démocratique.

III. QUESTIONS DIVERSES

44. Pour Ilija Dimovski, chef de la délégation de l'Assemblée de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'AP-OTAN, les flux migratoires constituent l'un des plus grands risques pour la sécurité de la région.

45. **Oliver Spasovski**, ministre de l'intérieur de l'ex-République yougoslave de Macédoine, a rappelé que son pays a subi directement la crise des migrants/réfugiés : de 2015 à 2016, plus de 800 000 migrants ont traversé son territoire. Il est arrivé qu'en une journée, plus de 10 000 personnes y pénètrent. Cela représentait un immense défi à relever pour un petit pays, mais il y est parvenu, s'est félicité le ministre. Il a aussi indiqué que la fermeture des frontières n'a pas éliminé le problème, car des entrées illégales se produisent toujours. Plus de 3 000 tentatives ont été enregistrées en 2017, et plus de 3 000 depuis le début de 2018. Le gouvernement a mis en place une structure interministérielle visant à lutter contre les réseaux de passeurs. Aujourd'hui, a-t-il dit, la situation aux frontières est calme. Le pays est maintenant mieux préparé à des crises comparables, moyennant l'amélioration d'un système régional d'échange d'informations et d'alerte précoce et une coopération avec des partenaires tels que Frontex et Europol. S'il existe deux centres de transit dans le pays, celui-ci n'a pas la possibilité d'ouvrir de nouveaux camps. Le ministre a déclaré que son pays continuerait d'assister l'UE dans la gestion de futures crises migratoires.

46. **Tihomir Nikolovski**, responsable associé de la protection et des questions juridiques à la représentation de l'agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Skopje, a demandé plus de solidarité que jamais pour aider les réfugiés. À l'heure actuelle, 67,5 millions de

personnes sont déplacées dans le monde pour cause de persécutions et de violence. Il faut établir un cadre global pour faire face à la crise des réfugiés. Les Balkans sont devenus un carrefour pour les migrants et réfugiés. Plus de 90 % de ceux qui ont emprunté la route des Balkans occidentaux provenaient de pays qui produisent des réfugiés. La plupart d'entre eux ont continué leur parcours vers d'autres pays européens. Cependant, a-t-il rappelé, environ 85 % des réfugiés dans le monde sont accueillis dans des pays en développement voisins du leur.

47. Lorsque la crise a éclaté, le HCR a augmenté ses ressources afin d'aider l'ex-République yougoslave de Macédoine. Les contributions des États-Unis, de l'UE et de l'Allemagne, entre autres, ont été capitales. Dans ces circonstances critiques, ces efforts conjoints ont procuré une assistance humanitaire (alimentation de base, centres d'hébergement, services d'orientation, etc.), de renforcement des capacités (accueil et enregistrement) et technique. M. Nikolovski a déclaré que les politiques mises en place par l'UE devraient servir d'exemple de soutien aux réfugiés et migrants. Ce n'est pas une question de nombre, a-t-il dit, mais de personnes.

48. **Aleksandar Todosiev**, directeur de la coopération internationale au ministère de l'intérieur (Mol) et coordinateur national de l'initiative régionale pour les questions de migration, d'asile et de réfugiés (MARRI), a souligné la nécessité de distinguer les réfugiés, les migrants légaux et les migrants illégaux. L'immigration illégale met des vies humaines en péril. Le Mol s'est efforcé de limiter ces risques et de protéger des vies humaines. Par exemple, il a mis en place une attestation, délivrée par la police aux migrants/réfugiés et qui leur permet soit de déposer une demande d'asile, soit de se rendre dans un autre pays. Au plus fort de la crise, des représentants du Mol étaient en permanence sur le terrain. M. Todosiev a salué l'importante aide procurée à son pays par des partenaires régionaux et internationaux. Ce soutien s'est avéré particulièrement nécessaire lorsque les pays d'Europe centrale ont commencé à fermer leurs frontières et que la pression sur celles de l'ex-République yougoslave de Macédoine s'est considérablement accrue. Il a insisté sur l'importance de structures multilatérales telles que MARRI.

49. Le programme du séminaire comportait aussi comme thème l'état du **monde des médias** dans les Balkans occidentaux.

50. **Robert Popovski**, ministre sans portefeuille chargé des communications, de la responsabilisation et de la transparence, a signalé qu'une vague inquiétante de désinformation vise à influencer l'opinion publique tout en sapant à la base les réformes démocratiques, l'État de droit et la stabilité politique. On observe chaque jour les effets des fausses nouvelles, qui alimentent la haine, la paranoïa et favorisent l'intolérance. Le succès du phénomène repose sur des semi-vérités, des titres habilement tournés et des « pièges à clics ».

51. Les médias dignes de ce nom respectent la vérité et l'éthique, tandis que les diffuseurs de fausses nouvelles abusent de la liberté d'expression pour promouvoir la violence et les comportements agressifs. On ne peut attendre du citoyen lambda qu'il effectue de rigoureuses vérifications des faits, c'est pourquoi il faut une réglementation qui permette de lutter contre la désinformation et de la contrebalancer à l'aide de médias corrects, a déclaré M. Popovski.

52. Il faut aussi éduquer la population aux médias. Selon l'intervenant, celle-ci a vécu 11 ans de propagande. Le gouvernement actuel se refuse à cette pratique et veillera à ne pas surlégiférer, car il faut préserver la liberté d'expression.

53. Il faudrait aussi que les journalistes aient accès à davantage de ressources. La télévision, de piètre niveau, a été canalisée par les précédents gouvernements. L'exécutif actuel, désireux de changer les rapports avec elle et avec les autres médias, admet la nécessité de réformes visant à professionnaliser ce secteur. Une loi récente modifie les

conditions d'appartenance à la direction des médias et aux instances de régulation.

54. Les fausses nouvelles se sont multipliées lors de l'accord initial avec la Grèce et, selon M. Popovski, il est à prévoir que le phénomène s'accroîtra quand débiteront les négociations sur l'adhésion à l'OTAN. Par chance, le public, accoutumé à la propagande gouvernementale, sait à quoi s'en tenir. L'exécutif actuel s'emploie à être totalement transparent.

55. **Sinisa-Jakov Marusic**, journaliste du réseau d'analyse et d'enquête des Balkans (*Balkan Insight/Balkan Investigative Reporting Network*), a indiqué que le précédent gouvernement tenait les médias en étroite surveillance. Il existe un grand nombre de chaînes de télévision, organes de presse écrite et médias en ligne ; la qualité des médias grand public s'améliore. Un débat en direct entre le premier ministre et l'opposition a récemment eu lieu, pour la première fois en 15 ans.

56. Les organismes gouvernementaux s'efforcent d'améliorer la communication avec les médias en s'abstenant désormais de les bâillonner. Les politiques éditoriales reflètent des tendances plus équilibrées. Les médias en ligne font preuve de plus de parti pris, que ce soit en faveur du gouvernement ou de l'opposition.

57. Il faut changer les structures de propriété des médias, actuellement aux mains du monde de l'entreprise et des élites politiques. En outre, la rémunération des journalistes demeure très faible. Souvent, ils ne sont guère compétents et rares sont ceux qui bénéficient de la protection de syndicats.

58. Pour **Nemanja Todorovic Stiplija**, rédacteur en chef de l'*European Western Balkans*, la législation relative aux médias dans les pays des Balkans occidentaux est moderne et s'aligne sur celle de l'UE. Cependant, elle n'est pas suffisamment appliquée, ce qui crée un environnement peu favorable à un exercice complet de la liberté de la presse. L'érosion de la liberté des médias est particulièrement visible au Monténégro et en Serbie ; c'était également le cas naguère dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. Outre l'application limitée des lois existantes, ces pays sont sujets au clientélisme, à la politisation, à la corruption. Ils pâtissent d'une volonté politique insuffisante de promouvoir le pluralisme et l'indépendance des médias. Depuis un certain nombre d'années, *Transparency International* dénonce les pressions directes et indirectes exercées sur les médias dans les Balkans occidentaux. L'opacité sur la propriété des médias et sur leurs sources de financement demeure un problème.

59. Selon l'intervenant, des influences extérieures s'exercent de plus en plus fortement depuis quelques années sur les médias dans les Balkans occidentaux, et notamment celle de la Russie. Depuis 2012, on assiste à une multiplication des nouvelles plateformes d'information en ligne faisant ouvertement la promotion d'intérêts russes, en particulier en Serbie, au Monténégro et en Bosnie-Herzégovine. Ces sites déforment les faits et incitent le public au cynisme, au doute, à l'apathie, à la méfiance et à la paranoïa. Ils mettent en avant le point de vue russe sur l'histoire et sur les affaires internationales, tout en discréditant les structures occidentales.

60. Intervenant depuis la salle, **Vesel Memedi**, membre de la Renaissance démocratique nationale, a affirmé qu'il fallait que des partenaires au sein de l'OTAN et de l'Union européenne aident Skopje à lutter contre la désinformation. Facebook ayant identifié le territoire de l'ex-République yougoslave de Macédoine comme une source de fausses nouvelles à diffusion internationale, on peut facilement imaginer l'influence que celles-ci auraient si elles ciblaient le pays lui-même. Par chance, le professionnalisme des journalistes s'améliore, le journalisme d'investigation progresse. De plus, le gouvernement déclassifie désormais davantage d'informations et assume mieux ses responsabilités.

61. Les participants du séminaire ont aussi traité de la complexe question des **relations interethniques** dans les Balkans occidentaux.

62. **Veton Latifi**, professeur à l'Université de l'Europe du Sud-Est, a observé que des manœuvres politiques et des perceptions diverses de l'histoire compromettent actuellement la cohabitation interethnique dans les Balkans. Selon lui, une stabilité interethnique durable dans la région dépend d'une réelle consolidation de la démocratie dans les pays des Balkans, à laquelle le meilleur moyen d'aboutir réside dans l'intégration euro-atlantique et européenne. Dans le cas de l'ex-République yougoslave de Macédoine, il a souligné l'importance de l'accord d'Ohrid, bien que le retard des processus d'intégration à l'UE et à l'OTAN affecte les relations interethniques dans le pays. Selon lui, des acteurs extérieurs, situés à l'est et animés par des intérêts géopolitiques, tentent en outre d'accentuer les divisions ethniques dans la région. Le problème de la ségrégation ethnique doit être traité dès l'école et il faut promouvoir ce que M. Latifi appelle une « alchimie interethnique » dans les Balkans.

63. **Zvezdana Kovac**, directrice exécutive du Centre pour la démocratie et la réconciliation en Europe du Sud-Est, a déclaré que bien que les Balkans occidentaux connaissent actuellement une période de paix, il n'y a pas encore eu de véritable réconciliation entre les peuples balkaniques. Cette « paix » n'est que la fin d'un conflit ouvert, et non la résolution des problèmes à l'origine du conflit. Le poids de l'histoire, des préjugés et de la défiance entre nations est toujours là. Mme Kovac a brièvement décrit les problèmes interethniques les plus aigus qui existent dans chacun des États des Balkans occidentaux.

64. En conclusion, Mme Kovac a recommandé de privilégier l'éducation comme moyen de favoriser l'autocritique, le dialogue et l'empathie, tout en libérant les individus des stéréotypes et des préjugés. Le récent accord entre Skopje et Athènes prouve que l'on peut résoudre les problèmes par le dialogue, le compromis et la sagesse. Cet exemple témoigne d'un potentiel dans les Balkans, mais il démontre aussi le rôle important de la communauté internationale.